LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
www.lnr-dz.com
Quotidien d'information indépendant - N° 7471 – Lundi 26 septembre 2022 - Prix : 10 DA

HOCINE CHERHABIL, MINISTRE DE LA NUMÉRISATION ET DES STATISTIQUES, À PROPOS DU 6ÈME RGPH :

«Les données refléteront le degré d'application des réformes engagées par l'Etat»

Page 3

RÉCUPÉRATION DE 2.308 HA DE FONCIER NON EXPLOITÉS AU NIVEAU DES ZA ET ZI

L'Etat appelle à maximiser le potentiel productif des localités !

La promotion de l'investissement local permettra de construire des collectivités plus stables, plus fortes et plus prospères. La promotion de l'attractivité des zones urbaines et rurales et favoriser la compétitivité des entreprises déjà installées dans ces zones relève aussi des prérogatives ou missions des autorités locales (walis). Lire en page 2

© Photo : D.R

RAMTANE LAMAMRA À L'ONU

Le soutien de l'Algérie à la Palestine

Page 4

RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES

Prochaine visite d'Elisabeth Borne à Alger

Page 4

AIMENE BENABDERAHMANE AUX WALIS :

«Pour un suivi, sur le terrain, des projets d'investissements»

Page 3

Chiffre du jour

Taux de change : L'euro est à 137 dinars (Banque d'Algérie)

EQUIPE NATIONALE :
Bedrane forfait face au Nigeria mardi

Le défenseur international algérien de Damac FC (Div.1 saoudienne) Abdelkader Bedrane, victime d'«une entorse du genou», a déclaré forfait pour le match amical de l'équipe nationale, mardi face au Nigeria au stade Miloud-Hadefi d'Oran (20h00), a annoncé la Fédération algérienne (FAF) dimanche sur son site officiel.

ALGÉRIE/MAURITANIE :
Un protocole dans le domaine de la pêche et de l'économie maritime

Un protocole dans le domaine de la pêche et de l'économie maritime a été signé vendredi entre l'Algérie et la Mauritanie, portant sur la formation, la recherche, la construction navale, l'aquaculture et l'octroi de quotas de pêche à l'Algérie dans les eaux territoriales mauritaniennes.

25 SEPTEMBRE 1962 :
Il y a 60 ans était proclamée la République algérienne

Le 25 septembre 1962 était proclamée la République algérienne démocratique et populaire, aboutissement d'un long et âpre combat du peuple algérien contre le colonialisme français qui, 132 ans durant, a tout fait pour asservir le peuple algérien en le dépossédant de sa terre et en le maintenant dans un état d'arriération. Le texte proclamant la naissance de la République algérienne, adopté par l'Assemblée nationale constituante, énonce que «l'Algérie est une République démocratique et populaire assurant aux citoyennes et aux citoyens l'exercice de leurs libertés fondamentales et de leurs droits imprescriptibles».

Récupération de 2.308 ha de foncier non exploités au niveau des ZA et ZI

L'Etat appelle à maximiser le potentiel productif des localités !

La promotion de l'investissement local permettra de construire des collectivités plus stables, plus fortes et plus prospères. La promotion de l'attractivité des zones urbaines et rurales et favoriser la compétitivité des entreprises déjà installées dans ces zones relève aussi des prérogatives ou missions des autorités locales (walis).

La réhabilitation des zones industrielles et des zones d'activités, longtemps abandonnées et mal gérées, est l'une des priorités du ministre de l'Industrie. (Photo : D.R)

L'objectif est clair : il s'agit de l'application effective des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de l'Exécutif, mais aussi se conformer aux lois en vigueur afin de lever tous les obstacles qui entravent l'investissement au niveau local.

Rétablir la confiance entre les investisseurs et l'administration locale, un maillon essentiel pour impulser le rebond de l'économie nationale et les changements nécessaires. A commencer par éliminer les obstacles bureaucratiques et toutes formes d'abus administratif, en se conformant aux réglementations en vigueur.

La révision de la loi sur l'Investissement et son entrée en vigueur devrait, en effet, permettre aux collectivités locales de renforcer l'attractivité et la compétitivité des entreprises nationales, accompagner les jeunes entrepreneurs et contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle économique.

L'impulsion d'investissement dans le secteur productif nécessite d'importantes ressources physiques, humaines et financières.

L'investisseur est malheureusement confronté en Algérie à la rareté du foncier industriel urbain et une gestion catastrophique de ce secteur, à l'origine des déboires de nombreux investisseurs qui ont dû abandonner leur projet d'investissement. Depuis plus de deux ans de lutte pour récupérer le foncier industriel inexploité, l'accès au foncier industriel ne devrait pas poser de problème désormais aux investisseurs qui devraient également bénéficier d'importants avantages fiscaux, parafiscaux et douaniers et financiers.

Lors de la rencontre Gouvernement-walis, organisée avant-hier à Alger, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar est revenu sur les efforts continus des autorités nationales en vue d'encourager l'investissement local à travers des partenariats élargis (public-privé) et avec des étrangers. Il a souligné l'importance de la nouvelle loi sur l'Investissement dans «la garantie du développement régional durable et équilibré ainsi que la valorisation des ressources naturelles et des matières premières locales», précisant que «la promulgation en une fois de cette loi et de ses textes d'application constitue un précédent dans la législation algérienne sur l'investissement».

Le secteur connaît depuis plusieurs mois d'importants ajustements qui devraient faciliter l'acte d'investir au niveau national et régional. Mettre en œuvre la nouvelle vision stratégique du ministre qui combine l'investissement dans les infrastructures et le développement des capacités humaines et financières nécessaires pour diversifier et renforcer l'économie nationale. La réhabilitation des zones industrielles (ZI) et des zones d'activités (ZA), longtemps abandonnées et mal gérées, est l'une des priorités du ministre de l'Industrie. Il fait état samedi de la récupération de «2.308 hectares de foncier non exploités au niveau des zones industrielles (ZI) et des zones d'activités (ZA)», affirmant que «l'assainissement du foncier destiné à l'investissement au niveau local est toujours en cours. «Pour améliorer l'offre foncière, M. Zeghdar a évoqué le programme mis en œuvre pour la réalisation de 50 nouvelles ZI réparties sur 39 wilayas . «Le taux d'avancement des travaux de réalisation de six (6) ZI placées sous l'autorité du ministère a atteint 80%, notamment à Boumerdès, à Béjaïa et à Tlemcen, avec une superficie totale de 416 ha», a-t-il souligné, précisant que «les 44 zones industrielles restantes, dont la réalisation a été confiée aux walis, 12 d'entre elles sont à l'étude et 32 autres enregistrent des taux d'avancement variables (entre 70%, 98% et 35%». L'investissement exige une assiette foncière, mais aussi financière importante. En effet, l'investisseur met la majeure partie de son capital dans l'acquisition d'un terrain, de machine, donc la concrétisation des projets en milieu urbain et rural et qui stimulent la croissance, la création de richesse humaine et financière nécessitent aussi un accès facile aux crédits bancaires. Intervenant dans ce sillage, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a estimé que «la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle». Du coup, il propose le recours à la finance islamique pour financer des projets d'investissement.

Samira Takharboucht

Nouvelle loi sur l'Investissement :

CAPC : «C'est un message de confiance à tous les acteurs économiques»

La promulgation des textes d'application et réglementaires relatifs à la nouvelle loi sur l'Investissement est «un message de confiance» adressé à tous les acteurs économiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays, selon la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), qui s'est félicitée, samedi dans un communiqué, de cette nouvelle démarche.

La Confédération algérienne du patronat citoyen s'est félicitée, samedi dans son communiqué, a indiqué, dans ce sens, que le processus de réformes et de révision des législations économiques lancées, depuis deux années, par les autorités supérieures du pays, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été couronné par «une loi référence sur l'investissement et des textes réglementaires détaillés couvrant toutes les failles et les lacunes juridiques précédentes».

Saluant le principe de consultation et de dialogue et l'association des opérateurs économiques, la CAPC a affirmé que «la majorité de ses suggestions ont été prises en considération», ce qui reflète «le sérieux et la rationalité dans l'élaboration de ce texte référentiel de l'économie nationale».

Elle a ajouté, dans ce sens, que la promulgation de la nouvelle loi sur l'Investissement et de ses textes d'application se voulait «un message de confiance adressé à tous les acteurs économiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays», en ce qu'il a mis en place de mesures et de procédures claires et précises, partant du dépôt des dossiers d'investissement jusqu'à la concrétisation du projet. L'organisation a évoqué, dans ce cadre, la création de la plate-forme numérique de l'investisseur et du guichet unique qui permettront «indéniablement la poursuite du processus de mise sur pied d'un écosystème propice et intégré favorisant la libération de l'investissement et la création d'un climat d'affaire stable et transparent».

La Confédération s'est engagée à mener une large campagne auprès de ses partenaires, à savoir des organisations patronales dans les pays africains, arabes et européens, pour expliquer les privilèges et garanties prévus par la nouvelle loi. Aussi, s'est-elle engagée à faire la promotion du nouveau climat d'affaires en l'Algérie afin d'attirer les investissements directs étrangers (IDE), ou des projets de partenariat dans tous les secteurs, en particulier ceux qui n'étaient auparavant pas ouverts à l'investissement à l'instar du transport aérien et maritime, les mines et les énergies renouvelables.

Il s'agit également d'établir une véritable industrie pour la transformation des matières premières, et la création de valeur ajoutée, a conclu le communiqué.

Djamila Sai

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

REPÈRE

Exportations hors hydrocarbures

Un objectif de 7 mds USD à fin 2022

L'Algérie entend, dans le cadre de la nouvelle politique économique, faire de la diversification de son économie une réalité tangible, et atteindre, à fin 2022, une valeur de 7 mds USD d'exportations hors hydrocarbures, a affirmé, samedi à Alger, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Présidant au Palais des nations (Club des Pins) l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, le Président Tebboune a indiqué que «la libération et la diversification de l'économie nationale n'étaient qu'un simple slogan durant les 30 ou 40 dernières années», observant que «les exportations hors hydrocarbures ne dépassaient pas 1,3 mds USD».

«L'objectif tracé consiste à réaliser 7 mds USD d'exportations hors hydrocarbures durant l'année en cours», a poursuivi le Président Tebboune, rappelant que l'Algérie avait exporté en 2021 près de 5 mds de marchandises hors hydrocarbures.

Soulignant que le niveau d'exportation constituait dans toute économie un indicateur de développement, de dynamique d'emploi et de hausse de la valeur ajoutée, le président de la République a fait observer que l'économie algérienne connaissait une nouvelle dynamique.

Cette dynamique, a-t-il relevé, a été rendue possible grâce à plusieurs filières industrielles dont les produits étaient autrefois importés par l'Algérie et qui sont aujourd'hui exportés, à l'instar des produits de la sidérurgie, du ciment, des produits agricoles et alimentaires et le caoutchouc (pneus de voitures).

Parallèlement à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures, le Président Tebboune a insisté sur l'orientation des pouvoirs publics en matière de maîtrise des importations.

Il rappellera, à cet égard, l'interdiction de l'importation de toutes les marchandises produites localement, relevant qu'il sera procédé au recensement de tous les produits locaux «secteur par secteur», ce qui permettra, a-t-il dit, une mise en œuvre effective de cette mesure.

Aïmene Benabderahmane aux walis :

«Pour un suivi, sur le terrain, des projets d'investissements»

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a réaffirmé, hier dimanche à Alger, lors de la rencontre Gouvernement/walis, que le rôle du wali à l'échelle locale dans l'accompagnement des investisseurs est de faciliter l'investissement et d'accompagner les investisseurs dans l'accomplissement des formalités relatives à l'investissement, dans le cadre de la nouvelle dynamique économique, initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'un suivi, sur le terrain, des investissements. (Photo : D.R)

Il s'agira, a-t-il indiqué, de faciliter la mission des investisseurs en les orientant et en accompagnant leurs projets dans divers domaines avec la nouvelle approche participative à travers l'écoute des élus locaux, des parlementaires et des représentants de la société civile afin de cerner les besoins réels de l'investissement.
S'exprimant en marge de sa tournée dans trois les ateliers sur «le rôle des collectivités locales dans la relance de l'investissement», «la diversification des ressources financières pour un développement local»et «le rôle du wali dans le processus de développement économique local». Le Premier ministre, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a insisté sur la nécessité d'un suivi, sur le terrain, des investissements. Afin de permettre l'amélioration des conditions d'investissement, le climat des affaires et de leur permettre de jouer leur rôle économique.
«Des dépassements et des irrégularités ont été signalés auparavant faute d'un suivi sur le terrain des investissements», a-t-il fait remarquer.
Evoquant le foncier industriel attribué et inexploité, le Premier ministre a instruit les walis à l'effet de récupérer l'ensemble des assiettes foncières dont les projets d'investissement n'ont pas été lancé au-delà de six mois après la notification, et de le répertorier aux fins de l'attribuer de nouveau aux véritables investisseurs désireux y investir.
Annonçant, au passage, l'inauguration, dans les prochains jours, de l'Agence nationale de promotion de l'investissement dont le rôle est, entre autres, d'enregistrer et traiter les dossiers d'investissement et d'accompagner l'investisseur dans l'accomplissement des formalités liées à son investissement.
Rappelons que dans le cadre de l'opération, toujours en cours, d'assainissement du foncier destiné à l'investissement au niveau local, lancée par le ministère de l'Industrie en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, quelques 2.308 hectares de foncier non exploités au niveau des zones industrielles (ZI) et des zones d'activités (ZA) y ont été, jusque-là récupérés.
La veille soit, avant-hier samedi, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a indiqué que les pouvoirs publics avaient pris toutes les mesures économiques et financières pour soutenir l'investissement et améliorer la gouvernance financière.
«Les pouvoirs publics avaient pris, durant les deux dernières années, une batterie de mesures visant à préserver le marché du travail et à protéger l'économie et la stabilité financière des institutions, parallèlement aux réformes financières engagées à l'effet d'éviter des crises à l'avenir», a-t-il dit lors des travaux de la rencontre Gouvernement/walis.
Faisant savoir que la conjoncture actuelle requiert le financement de l'économie en recourant à des sources alternatives, à l'instar du financement islamique, en ce sens qu'il est possible de diversifier les produits de la finance islamique en vue de résorber la masse monétaire du marché parallèle.

Rabah Mokhtari

BRÈVE

Energie

Arkab participe à Vienne à la 66ème Conférence générale de l'AIEA

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, prendra part à la 66ème Conférence Générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), les 26 et 27 septembre courant au Siège de l'Agence à Vienne, a indiqué dimanche un communiqué du ministère. Le ministre sera accompagné, lors de cet événement, par le Commissaire à l'énergie atomique (COMENA), le président de l'autorité nationale de sûreté et de sécurité Nucléaires, ainsi que des responsables du ministère de l'Energie et des Mines, précise la même source. «M. Arkab aura, au cours de cette importante réunion internationale, des rencontres avec ses homologues et des responsables des grandes compagnies énergétiques internationales», selon le communiqué.
Au cours de la semaine, les participants à cette rencontre discuteront d'une série de sujets, allant du rapport annuel 2021 et du budget 2023 au renforcement des activités liées à la science, à la technologie et aux applications nucléaires, ainsi que des activités de l'Agence en matière de sûreté et de sécurité nucléaires et du renforcement de l'efficacité et de l'amélioration de l'efficience des garanties de l'Agence, ajoute le ministère. L'AIEA est une agence mondiale pour la coopération dans le domaine nucléaire, s'emploie à promouvoir l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique des technologies nucléaires.

Agence

Hocine Cherhabil, ministre de la Numérisation et des Statistiques, à propos du 6ème RGPH :

«Les données refléteront le degré d'application des réformes engagées par l'Etat»

Le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, a affirmé, hier dimanche à Alger, que ce recensement, revêt un caractère national, mais aussi international et stratégique d'une extrême importance.
«Ce 6ème RGPH entamé aujourd'hui (hier dimanche, ndlr) et qui s'étalera au 9 octobre 2022, dont les résultats seront rendus publics trois mois après la fin de l'opération, permettra de mettre en exergue les progrès accomplis et les résultats des réformes lancées par l'État, notamment la mise en œuvre de ses engagements internationaux, à l'instar des Objectifs du développement durable (ODD), à l'horizon 2030», a-t-il dit.
Intervenant en marge du coup d'envoi de l'opération à la Place Aïssat-Idir (commune de Sidi M'hamed), à Alger, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, et du wali d'Alger, Rabehi Abdennour, Hocine Cherhabil a estimé que cette opération qui repose sur le contact entre l'agent recenseur et le citoyen, aura un impact positif sur l'image de notre pays, notamment dans les classements mondiaux. Rappelant que ce recensement s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réformes initiées par le président de la République pour l'édification d'une Algérie forte, prospère et sécurisée et, a poursuivi le ministre de la Numérisation et des statistiques, dans le cadre de l'élaboration de données détaillées globales et fiables sur les habitants et le parc national du logement.
«Ce recensement permettra de fournir des statistiques sur divers indicateurs socio-économiques et culturels qui aideront les autorités à prendre des décisions conformes à la réalité et à l'élaboration de programmes de développement pour l'amélioration du service public et une meilleure prise en charge des besoins croissants des citoyens», a fait savoir Hocine Cherhabil.
Le personnel engagé pour la réalisation de cette opération procèdera à la collecte de renseignements à caractère social, démographique et économique de chaque membre de famille, les informations sur le mariage, la mobilité, la migration, l'éducation, l'enseignement, ainsi que des renseignements sur les principaux services publics et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.
Il s'agira également du recensement des personnes aux besoins spécifiques et les sans-abris ainsi que l'identification des constructions, des habitations et autres, de même que la réalisation du contrôle de qualité au plus haut degré pour recenser et appliquer les normes internationales contribuant efficacement à l'évaluation et à l'examen rigoureux des résultats.
Pour cette opération qui verra l'utilisation, pour la première fois depuis l'indépendance, des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), les autorités ont mobilisé les moyens humains et financiers nécessaires, avec la formation de plus de 2.467 formateurs, en plus de la mobilisation de plus de 61.000 agents, dont 51.000 chargés de recensement, 8.032 agents-contrôleurs et 2.000 agents de réserve.

R.M.

ANP

Déclaration de politique générale du Gouvernement

Renforcer les capacités du système national de défense

L'Armée nationale populaire (ANP) s'attèle à réunir toutes les conditions pour le développement et le renforcement des capacités du système national de défense, souligne la Déclaration de politique générale du Gouvernement, qui sera présentée début octobre à l'Assemblée populaire nationale (APN). «Dans le cadre de ses nobles missions constitutionnelles et à la lumière des directives et des orientations du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et s'inscrivant dans le contexte géopolitique régional et international, l'ANP s'attèle, sans cesse, à déployer tous les moyens humains et matériels et à réunir toutes les conditions pour le développement et le renforcement des capacités du système national de défense», précise le document qui sera présenté le 3 octobre prochain par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.
A cet égard, ajoute le document, le haut commandement de l'ANP «n'a ménagé aucun effort pour remplir ses obligations dans le domaine de la sécurité et de la défense nationales, notamment en matière de sécurisation des frontières et de préservation de l'intégrité territoriale, par la consolidation des dispositifs de surveillance et de protection déployés tout au long des frontières terrestres et des espaces maritimes et aériens de souveraineté».
A ce titre, l'ANP «poursuit la mise en œuvre du programme tracé par le Haut commandement en matière de disponibilité opérationnelle», relève la Déclaration qui note que «les résultats probants des exercices tactiques effectués durant l'année de préparation au combat 2021/2022, témoignent du niveau élevé atteint par nos forces armées en matière de maîtrise des technologies modernes et des systèmes d'armes complexes».
En matière de lutte contre le terrorisme et les différents types de crimes organisés, l'ANP a intensifié la pression exercée sur les résidus du terrorisme, à travers la multiplication des opérations offensives dynamiques, ce qui a fait perdre, à ces criminels, toute initiative ou liberté de mouvement».
Elle s'est attelée aussi à lutter contre le crime organisé transfrontalier, notamment la contrebande et le trafic de drogue ainsi que l'immigration clandestine et la traite des personnes, y compris la protection des zones sensibles et sites névralgiques, lesquels constituent également une «préoccupation majeure» de l'ANP qui maintient, avec le soutien indéfectible du Gouvernement et en étroite collaboration avec les services de sécurité, «une lutte sans relâche contre ces phénomènes criminels».
S'agissant du volet «lutte contre la cybercriminalité et développement de la cyber-défense», l'ANP a investi dans la formation et le renforcement de ses capacités en matière de cyber-défense et de lutte contre toutes formes de crime électronique, notamment par la mise en place de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information qui œuvre, de concert avec les institutions de l'Etat spécialisées en la matière, à l'élaboration d'une stratégie nationale efficace de sécurisation des systèmes d'information.

R.N.

Ramtane Lamamra à l'ONU

Le soutien de l'Algérie à la Palestine

Une nouvelle fois, l'appui de l'Algérie à la Palestine s'est affirmé, cette fois à travers le soutien à la demande soumise par le Président palestinien au Secrétaire Général de l'ONU pour que la Palestine obtienne la qualité d'Etat membre à part entière des Nations unies.

L'Algérie, qui n'accepte pas la colonisation, soutient que «la Palestine revient aux Palestiniens et à personne d'autre». (Photo : DR)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, l'a exprimé samedi, à l'occasion de sa participation à la réunion ministérielle du Comité du Mouvement des Pays non-alignés sur la Palestine.

Il a indiqué que l'admission de la Palestine contribuera au règlement de la question palestinienne et mettra la puissance occupante devant ses responsabilités. Le chef de la diplomatie algérienne a rappelé la position de principe de l'Algérie en faveur du droit inaliénable et imprescriptible du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods Charif comme capitale. Il a également souligné que le prochain Sommet arabe d'Alger constituera une étape importante pour faire avancer le dossier de la réconciliation inter-palestinienne et relancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Lors des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, le Président Abdelmadjid Tebboune a rappelé que la question palestinienne est considérée par les Algériens, comme une «question essentielle et nationale», et que l'Algérie, qui n'accepte pas la colonisation, soutient que «la Palestine revient aux Palestiniens et à personne d'autre».

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite de son activité au titre du segment de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, où il représente le Président Tebboune, Ramtane Lamamra s'est entretenu samedi avec le ministre des Affaires étrangères, conseiller de l'Etat chinois, Wang Yi, dans le cadre de la poursuite de son activité au titre du segment de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU. A cette occasion, les deux ministres ont passé en revue l'état des relations d'amitié et de partenariat entre les deux pays, dont le soixantième anniversaire sera célébré cette année par les deux parties.

Ils ont par ailleurs échangé les vues sur la situation préoccupante que traverse le monde à la lumière de la crise ukrainienne et les tensions émaillant les relations internationales. Les chefs de la diplomatie des deux pays ont réaffirmé, à ce propos, leur détermination à intensifier la coopération dans le cadre de l'initiative «la Ceinture et la route» pour la concrétisation des grands projets nationaux initiés par le Président Tebboune et qui sont à même de booster l'économie nationale, tout en poursuivant l'action diplomatique, conformément au principe d'entraide et de soutien mutuel notamment lorsqu'il s'agit de questions et d'intérêts fondamentaux pour chacun des deux pays». Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger s'est entretenu également avec son homologue russe, Sergueï Lavrov en marge des travaux de la 77e session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Les entretiens ont permis de passer en revue différents aspects du partenariat stratégique entre l'Algérie et la Russie et les moyens de le renforcer en prévision des prochaines échéances bilatérales. Dans ce contexte, M. Lavrov a insisté de nouveau sur l'invitation adressée au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune par son homologue russe, Vladimir Poutine pour effectuer une visite officielle à Moscou.

Par ailleurs, les deux ministres ont échangé les vues autour des principales questions de paix et de sécurité en Afrique, réitérant leur détermination à coordonner les efforts en vue de consacrer «les solutions africaines aux problèmes africains». Ramtane Lamamra a rencontré aussi des chefs d'Etat. Il a été reçu samedi à New York par le président de la République du Timor-Oriental, M. José Ramos-Horta, et par le président de la République de Guinée-Bissau, Umaro Sissoco Embalo, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi que par le président de la République du Sénégal, Macky Sall, à qui il a remis la lettre d'invitation que lui a adressée le Président Tebboune, pour prendre part au Sommet arabe d'Alger, en tant qu'invité d'honneur en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine (UA). Ramtane Lamamra a également tenu une série de rencontres bilatérales avec plusieurs de ses homologues de pays européens et africains.

Lakhdar A.

Relations algéro-françaises

Prochaine visite d'Elisabeth Borne à Alger

Selon des sources médiatiques françaises, la Première ministre française Elisabeth Borne se rendra en Algérie les 9 et 10 octobre. Les mêmes sources font état de la réunion de la cinquième session du comité intergouvernemental de haut niveau» (CIHN) qui sera coprésidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et son homologue française, Elisabeth Borne, qui sera accompagnée à l'occasion de plusieurs membres du gouvernement français.

Pour rappel, fin août, le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue français, Emmanuel Macron, ont signé à Alger, au troisième jour de la visite officielle qu'a effectuée le Président français en Algérie, la «Déclaration d'Alger pour un Partenariat renouvelé entre l'Algérie et la France». Les observateurs avaient noté le moment fort de cette visite : le Président Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, avait présidé avec le Président Macron, une réunion des responsables des services de sécurité des deux pays. Il s'agissait d'une «première du genre à ce niveau depuis l'indépendance», a précisé le communiqué. Les deux parties ont procédé à «un échange de vues sur les questions de sécurité d'intérêt pour les deux pays», avait indiqué le communiqué officiel algérien, ajoutant que cette rencontre vient «confirmer la volonté des Présidents des deux pays de développer les relations bilatérales dans divers domaines pour les hisser au niveau escompté».

Des questions épineuses continuent de faire peser sur les relations algéro-françaises, une atmosphère lourde. On sait que la France, permet, à partir de son territoire, des attaques de nature terroriste, contre l'Algérie supposée être un partenaire «égal». Il y a des organisations et des individus qui ciblent l'Algérie à partir du territoire français. Ces individus et ces organisations sont inscrits sur la liste algérienne des terroristes et plusieurs de ces individus ont été condamnés par la justice algérienne et font l'objet d'une demande d'extradition. Or, ces individus poursuivent leurs activités hostiles à l'Algérie sans n'être nullement inquiétés.

Sur la question du Sahara occidental, dernièrement la décision du Conseil d'Etat français concernant les importations agricoles depuis le territoire du Sahara occidental occupé, ont fait entrevoir l'éventualité que la France adopte une position conforme à la légalité internationale en reconnaissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination sur la voie de la décolonisation de ce territoire occupé actuellement par le Maroc.

Sur les questions liées à la Mémoire, une commission d'historiens dépolitisée devait être mise en place. Selon la Déclaration signée à Alger «les deux parties entreprennent d'assurer une prise en charge intelligente et courageuse des problématiques liées à la mémoire dans l'objectif d'appréhender l'avenir commun avec sérénité et de répondre aux aspirations légitimes des jeunesses des deux pays. Dans cette perspective, elles conviennent d'établir une commission conjointe d'historiens algériens et français chargée de travailler sur l'ensemble de leurs archives de la période coloniale et de la Guerre d'indépendance. Ce travail scientifique a vocation à aborder toutes les questions, y compris celles concernant l'ouverture et la restitution des archives, des biens et des restes mortuaires des résistants algériens, ainsi que celles des essais nucléaires et des disparus, dans le respect de toutes les mémoires. Ses travaux feront l'objet d'évaluations régulières sur une base semestrielle».

L. A.

DIPLOMATIE

Rôle de l'Algérie dans l'instauration de la paix en Afrique et dans son voisinage

Tebboune : «La diplomatie algérienne a retrouvé sa place»

Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi que la diplomatie algérienne a retrouvé sa place après avoir «touché le fond», en voulant pour preuves les déclarations du SG de l'ONU, de l'Union européenne et de grands pays sur le rôle de l'Algérie dans l'instauration de la paix et de la stabilité en Afrique et dans son voisinage.

Supervisant samedi au Palais des nations la rencontre Gouvernement-walis, le Président Tebboune a indiqué que la «diplomatie algérienne a retrouvé sa place après avoir touché le fond», citant pour preuve les déclarations du «Secrétaire général de l'ONU et de grands pays à l'instar des Etats-Unis, la Russie, la Chine ou encore l'Union européenne qui soulignent tous le rôle de l'Algérie dans l'instauration de la paix et de la stabilité en Afrique et dans son voisinage.

Evoquant la situation en Libye, le Président Tebboune a réitéré la solidarité de l'Algérie avec «les frères libyens jusqu'à ce que le pays renoue avec la stabilité et ses richesses reviennent aux Libyens», affirmant que les élections sont l'unique solution à la situation dans ce pays. «En l'absence d'une légitimité de l'urne, nous nous contentons de la légalité internationale, c'est-à-dire les décisions du Conseil de sécurité», a-t-il souligné, critiquant les tentatives de certaines parties de former un gouvernement parallèle au gouvernement d'Union nationale, reconnue par la communauté internationale. Déplorant, par ailleurs, la situation prévalant dans le Sahel, le président de la République a insisté sur la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, qui demeure «la seule solution consensuelle car préservant l'intégrité territoriale du Mali». L'Algérie qui ne toléra aucune tentative de division du Mali (le Nord du Sud), ne renoncera pas aux Etats du Sahel, a affirmé le Président Tebboune. Concernant le Niger, le Chef de l'Etat a rappelé les relations multiples qu'entretient l'Algérie avec ce pays voisin au même titre que le Mali. Il évoquera dans ce sens «les défunts cheikhs El Maghili et El Kounti et bien d'autres qui ont diffusé notre religion en Afrique, une religion de juste milieu».

Le Président Tebboune a également évoqué la cause sahraouie, soulignant qu'elle figurait parmi «les dossiers de principe», en plus d'être une question de décolonisation dont le dossier est au niveau de la Commission de décolonisation de l'ONU.

«Nous ne sommes plus au 19e siècle, les peuples se sont libérés, mais le peuple sahraoui lutte toujours, comme nous l'avons fait dans le passé, contre la colonisation», a-t-il ajouté, soulignant qu'il «est tout à fait normal pour nous de ne pas cautionner la colonisation. Nous n'avons pas d'ambition dans les territoires des autres, nous défendons simplement les nôtres». Sur la question palestinienne, considérée par les Algériens, a-t-il rappelé, de «question essentielle et nationale», il a rappelé que l'Algérie, qui n'accepte pas la colonisation, soutient que «la Palestine revient aux Palestiniens et à personne d'autre».

Djamila Sai

INFO EXPRESS

Guerre de libération nationale

Décès de la moudjahida et journaliste Zineb El Mili

La moudjahida et journaliste Zineb El Mili, fille du chahid Larbi Tébessi et épouse de l'ancien ministre et diplomate, le moudjahid, Mohamed El Mili, est décédée avant hier à l'âge de 87 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit.Née en 1935 à Tébessa, la défunte est connue dans la presse algérienne post-indépendance. Journaliste du quotidien Ech-chaab, elle était connue pour sa bravoure, ses avis politiques et ses contributions culturelles en faveur de l'Algérie et de son indépendance. Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga s'est dit «affligé par la disparition de Zineb El Mili qui avait rejoint les rangs de la guerre de libération en 1957, toute imbue de sens patriotique qu'elle tenait de son père Larbi Tébessi». La défunte figure également «parmi les plumes féminines rarissimes ayant exercé le métier de journaliste durant l'époque du parti unique. Elle s'est distinguée par ses positions politiques et contributions culturelles, en faveur de l'Algérie, de son histoire, son patrimoine civilisationnel et sa politique. Des positions qu'elle avait affichées durant ses multiples déplacements avec son mari, le défunt Mohamed El Mili, ministre et diplomate, dans plusieurs pays», a ajouté M. Rebiga.■

Wilayas d'El Oued et d'Illizi

Saisie de quantités importantes de cigarettes

Les services des douanes ont saisi 1.750 cartouches de cigarettes et 15.000 paquets de cigarettes, destinés à la contrebande, dans les wilayas d'El Oued et d'Illizi, a annoncé samedi la Direction générale des douanes. «Dans le cadre de la mise en œuvre des programmes conjoints de contrôle par les services opérationnels des brigades des douanes, élaborés en coordination avec les services de sécurité, les agents de la brigade mobile relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes d'El-Oued, ont procédé, sur le territoire de la Direction régionale des douanes de Ouargla, ainsi que la brigade régionale de lutte contre la contrebande relevant des services de la Direction régionale des douanes d'Illizi, à la saisie, dans deux opérations distinctes menées en coordination avec les éléments de l'Armée Nationale Populaire, de 1750 cartouches de cigarettes dissimulées dans un camion frigorifique, et 15 000 paquets de cigarettes cachés dans une camionnette sous 400 kg de feuille de henné», lit-on dans le communiqué. Selon la même source, «les deux opérations s'inscrivent dans le cadre de la consécration des efforts soutenus des agents des douanes algériennes mobilisés en vue de protéger l'économie nationale et la santé et la sécurité du citoyen et de lutter contre la contrebande sous toutes ses formes».■

INFO EXPRESS

Mort de Shireen Abu Akleh

Comment l'armée israélienne a sciemment exécuté une journaliste

Une reconstitution vidéo, réalisée Forensic Architecture, un collectif britannique spécialisé dans les contre-enquêtes sur les crimes et mensonges d'État, et l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al-Haq, établit que la reporter américano-palestinienne, abattue en mai 2022 par un soldat israélien à Jénine, en Cisjordanie occupée, a été explicitement ciblée, bien qu'étant identifiable en tant que journaliste. La famille de la victime a déposé plainte, mardi 20 septembre, devant la Cour pénale internationale.

Assurance

Macir Vie et Hi Europa nouent un partenariat pour étendre l'offre entre l'Algérie et l'Europe

La Compagnie d'assurance algérienne Macir Vie et la plateforme d'assurance Hi Europa du groupe mutualiste français MAIF annoncent, ce jour, la condusion d'un partenariat visant l'accompagnement des voyageurs Algériens à destination de la France, une première entre assureurs algérien et européen. Cette offre pourra couvrir le reste du continent dans une seconde phase. Cet accord permet aux clients de Macir Vie de bénéficier de services étendus dans le domaine de l'assurance et de l'assistance lors de leurs séjours en France, à des tarifs avantageux, grâce à la complémentarité des services de Macir Vie et de la MAIF.■

Journée de formation

Le rôle axial des pharmaciens d'officine dans le système sanitaire mis en avant

Les participants à une journée de formation organisée par la Fédération algérienne de pharmacie (FAP), ont mis en avant, samedi, le rôle axial du pharmacien d'officine dans le système sanitaire. S'exprimant lors de cet évènement, tenu à l'occasion de la Journée mondiale du pharmacien (25 septembre), le président de la FAP, Pr Abdelhakim Boudis, a insisté sur l'importance de cette journée d'information et de formation organisée en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le programme réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie et le ministère de la Santé, où il a été question de l'examen de plusieurs questions en lien avec le pharmacien d'officine et son rôle dans le système sanitaire de prise en charge du citoyen.

«Le pharmacien d'officine joue un rôle important dans la promotion de la santé du citoyen et n'est pas un simple vendeur de médicaments», a-t-il rappelé, soulignant qu'«il est le premier vers qui le citoyen se dirige en ce qui concerne sa santé, et ce, compte tenu de sa présence dans tous les quartiers à travers le pays», a-t-il ajouté.

Pour sa part, Dr Rachid Ghebbi a mis l'accent sur l'importance de la vigilance dont doit faire preuve le pharmacien d'officine afin de protéger le citoyen «en tant que client et patient au même temps», relevant l'impératif de lancer un plan fixant toutes les activités du pharmacien, et d'organiser le volet formation conformément aux dispositions de la loi sur la santé de 2018.

De son côté, Pr Kamel Mansouri, enseignant à la Faculté de pharmacie, a passé en revue les différents usages des médicaments dans lesquels le pharmacien d'officine joue un rôle axial, ajoutant qu'entre autres problèmes auxquels est confronté le pharmacien figurent la consommation excessive ou faible des doses ou les méthodes de consommation de cette substance vitale.

Il a mis en garde, par ailleurs, contre la prise de médicaments sans prescription médicale et l'automédication, des phénomènes qui présentent des dangers sur la santé du citoyen.■

Oran

La manifestation scientifique «Semaine de la traduction»

Les travaux de la manifestation scientifique «Semaine de la traduction», organisée par le Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc) en partenariat avec le Haut conseil de la langue arabe (HCLA), ont été lancés avant hier dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la traduction.

A l'ouverture de cet événement, le directeur du Crasc, Amar Manaa, a situé l'importance de la traduction en tant que «lien rassembleur» entre les civilisations et les cultures, soulignant que «la traduction permet d'établir de multiples réseaux de langues pour transférer la science, les connaissances et les arts, rapprocher les visions et les idées et soutenir le dialogue des civilisations». Il a indiqué que l'importance de la traduction dans les sciences et les connaissances a permis à la traduction de se frayer une place dans diverses institutions académiques, notant qu'au vu de cette importance, une unité de recherche sur la traduction et la terminologie a été créée au niveau du Crasc. Une des ses tâches étant de traduire la production scientifique et culturelle nationale des langues arabe, amazighe et française vers d'autres. Pour sa part, le président du HCLA, Salah Belaïd, a affirmé, par visioconférence, que la traduction était importante dans la mesure où c'est le «courrier des langues» c'est-à-dire qu'elle est une des portes de la culture, de l'ouverture et de l'intégration, et un moyen de dialogue entre les civilisations. M. Belaïd a appelé les intéressés par la traduction à coopérer avec le Conseil qu'il préside afin de développer la langue arabe, soulignant «qu'un bon développement ne peut être atteint qu'en s'ouvrant sur des expériences de traduction réussies et en investissant dans la traduction automatique utilisant l'intelligence artificielle, les logiciels et les applications de traduction». Pour sa part, la directrice de l'unité de recherche sur la traduction et la terminologie au Crasc, Keltouma Akis, a indiqué que la célébration de la Journée mondiale de la traduction, le 30 septembre de chaque année, approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2017, est une reconnaissance des efforts déployés par les traducteurs pour transmettre les connaissances et les sciences dans différentes langues.■

Espagne

Saisie de plus de 14 tonnes de haschisch en provenance du Maroc, 49 personnes impliquées

Plus de 14 tonnes de haschisch en provenance du Maroc ont été saisies par la Garde civile espagnole et une cinquantaine de membres présumés d'une organisation spécialisée dans le trafic de grandes quantités de drogue sur les côtes de la province de Cadix (Andalousie) et le fleuve Guadalquivir, ont été arrêtés, ont rapporté des médias locaux.

Cette opération, baptisée «Barrière», a été lancée en décembre 2021. Elle a permis l'arrestation de 49 individus et la saisie de 14 380 kg de haschisch en provenance du Maroc, selon l'agence Europa Press, citant un communiqué de la Garde civile espagnole.

Europa Press a également fait état de la saisie d'armes à feu, de munitions, de matériel de police, une embarcation semi-rigide trimoteur, des bidons de carburant, des documents et des téléphones portables.

L'opération a été menée par 400 gardes civils, qui ont effectué 37 perquisitions autorisées par le tribunal de première instance et d'instruction de Sanlucar de Barrameda, dans les localités de Sanlucar, Chipiona, Trebujena et dans le village d'El Rocio de Huelva, d'après Europa Press.

Lourdement armés, les trafiquants activaient notamment au niveau des côtes de Sanlucar et du fleuve Guadalquivir et utilisaient de puissants bateaux semi-rigides, des embarcations, ainsi que des bateaux de pêche ou de plaisance.

L'organisation était très active, allant jusqu'à transporter en un mois jusqu'à 20 tonnes de haschisch du Maroc vers la péninsule, a précisé la Garde civile espagnole dans son communiqué.

Le trafic de drogue en provenance du Maroc ne cesse de défrayer la chronique en Espagne et des saisies de quantités importantes de haschich sont souvent signalées.

En mars dernier, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) avait indiqué que le Maroc, premier producteur mondial de haschich, restait le principal pays de provenance de la résine de cannabis qui entre dans l'Union européenne (UE).

Et en juin, le rapport mondial sur les drogues 2022 publié par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) avait indiqué que le Maroc était toujours à la tête des principaux pays d'origine et de départ de la résine de cannabis, ce qui fait de ce pays le premier producteur et exportateur mondial de cette drogue.

Le rapport cite le Maroc en tant que premier pays africain en matière d'importance de la culture du cannabis durant la décennie 2010-2020.

APS

ONU

L'Algérie soutient la candidature de la Palestine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Etranger, Ramtane Lamamra, a exprimé samedi le soutien de l'Algérie à la demande soumise par le Président palestinien au Secrétaire général de l'ONU pour que la Palestine obtienne la qualité d'Etat membre à part entière des Nations unies.

A l'occasion de sa participation à la réunion ministérielle du Comité du Mouvement des Pays non-alignés sur la Palestine, M. Lamamra a indiqué que l'admission de la Palestine contribuera au règlement de la question palestinienne et mettra la puissance occupante devant ses responsabilités, avant d'ajouter que le silence de la communauté internationale et les politiques du fait accompli sapent tout espoir d'un règlement définitif et juste de la question palestinienne.

Enfin, tout en rappelant la position de principe de l'Algérie en faveur du droit inaliénable et imprescriptible du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant sur les frontières de 1967 avec Al Qods Charif comme capitale, le chef de la diplomatie algérienne a souligné que le prochain Sommet arabe d'Alger constituera une étape importante pour faire avancer le dossier de la réconciliation inter-palestinienne et relancer le processus de paix au Moyen-Orient.■

Palestine

Le SG de l'ONU appelé à mettre fin à l'occupation sioniste

Le Président palestinien Mahmoud Abbas a appelé vendredi le secrétaire général de l'ONU à travailler sans relâche à l'élaboration d'un plan international pour mettre un terme à l'occupation sioniste des territoires palestiniens afin de parvenir à la paix.

S'exprimant devant la 77e Assemblée générale de l'ONU, le Président palestinien a indiqué que l'entité sioniste a sapé les accords d'Oslo, signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), appelant le secrétaire général de l'ONU à travailler sans relâche à l'élaboration d'un plan international pour mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens afin de parvenir à la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, conformément aux résolutions des Nations unies et à l'Initiative de paix arabe de 2002. «L'Etat de Palestine espère la paix. Concluons cette paix pour vivre dans la sécurité, la stabilité et la prospérité au profit de notre génération et de tous les peuples de la région», a lancé Mahmoud Abbas.

L'occupant sioniste «a détruit et détruit encore, de façon préméditée et délibérée, la solution à deux Etats», a accusé M. Abbas. «Cela prouve sans équivoque que (l'occupant sioniste) ne croit pas en la paix, mais veut imposer un statu quo par la force et l'agression».

«Par conséquent, nous n'avons plus de partenaire avec qui nous pouvons discuter. (L'entité sioniste) est en train de mettre fin à la relation contractuelle avec nous», a-t-il poursuivi, en indiquant que la Palestine refusait d'être la seule partie respectant les accords d'Oslo. Pour lui, ceux-ci ne sont plus valides en raison des violations de l'occupant sioniste.

«Donc, il est de notre droit, ou plutôt de notre obligation, de chercher d'autres moyens de recouvrer nos droits et de parvenir à une paix basée sur la justice, y compris par l'application des résolutions qui ont été adoptées par notre leadership, notamment notre Parlement», a ajouté M. Abbas.

Selon le dirigeant palestinien, l'occupant sioniste est engagé dans une campagne de confiscation des terres et donne à son armée «l'entière liberté» de tuer ou d'utiliser une force excessive contre les Palestiniens. Il est clair que ce «régime d'apartheid», qui «ignore les résolutions ayant une légitimité internationale, a décidé de ne plus être notre partenaire dans le processus de paix», a-t-il répété.

Au cours de son discours, M. Abbas a également déclaré que l'occupant a «commis plus de 50 massacres de 1948 à aujourd'hui», demandant à l'ONU de protéger la population palestinienne.

Par ailleurs, le Président palestinien a critiqué les gouvernements américain et britannique pour avoir apporté un «soutien inconditionnel» à l'occupant sioniste et lui avoir permis de «poursuivre sa politique hostile envers les Palestiniens». Les Sionistes «n'auraient pas été en mesure de faire ce qu'ils font sans cette protection. Si les gens ne veulent pas le dire parce que ce n'est pas politiquement correct, je le ferai», a-t-il déclaré.

«Les Etats-Unis et plusieurs Etats européens disent soutenir la solution à deux Etats, mais jusque-là, ils ne reconnaissent que (l'Entité sioniste) (...) Il y a un autre Etat : la Palestine. Il existe et il est nécessaire de le reconnaître pour que les choses avancent. Pour que la paix soit atteinte», a-t-il martelé.■

Italie

Élections anticipées

Des bureaux de vote ont ouvert leurs portes, dimanche en Italie, pour permettre aux électeurs de voter aux élections législatives anticipées, deux mois après la dissolution du Parlement (le Sénat et la Chambre des Représentants).

Le vote, auquel participent environ 51 millions de personnes, se poursuivra de 07h00 heure locale (05h00 GMT) à 23h00 (21h00 GMT).

Les électeurs sont appelés à élire 200 députés au Sénat et 400 à la Chambre des Représentants.

Selon les récents sondages d'opinion, une coalition de droite italienne connue sous le nom de Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), dirigée par la figure d'extrême droite Giorgia Meloni est favorite pour remporter ces élections.

En juillet dernier, le président italien, Sergio Mattarella a annoncé la dissolution du Parlement, après avoir accepté la démission du Premier ministre, Mario Draghi, après que 3 partis de la coalition gouvernementale ont annoncé qu'ils ne participeraient pas au vote de confiance à son gouvernement.■

Face au nouveau pouvoir économique mondial

Quelle politique industrielle pour l'Algérie ?

Combien de conférences sur une économie hors hydrocarbures, organisées par les différents ministres qui se sont succédées depuis plusieurs décennies sans compter les différentes institutions et les universités et l'Algérie en ce mois de septembre 2022, est toujours est toujours dépendante d'une rente éphémère les Dans ce cadre je soumets à l'appréciation de l'opinion nationale, sans aucune modification, la synthèse, toujours d'actualité de ma conférence devant le Premier ministre, les membres du gouvernement, les walis, les cadres de la nation, les responsables des grandes entreprises, les organisations syndicales et patronales –à Alger Club des Pins le 04 novembre 2012, sur le thème « pour une nouvelle politique industrielle». Cette intervention faisait suite au débat à Radio France Internationale RFI, le 24 octobre 2012 Paris, que j'ai tenu avec le Pr Antoine HALFF de Harvard, économiste en chef du président US Barak Obama et qui était alors directeur de la prospective à l'AIE.

Ce n'est plus le temps où la richesse d'une Nation s'identifie aux grandes firmes des Nations, les grandes firmes ayant été calquées sur l'organisation militaire et ayant été décrites dans les mêmes termes : chaîne de commandement, classification des emplois, portée du contrôle avec leurs chefs, procédures opératoires et standards pour guider tous les dossiers. Tous les emplois étaient définis à l'avance par des règles et des responsabilités pré-établies. Comme dans la hiérarchie militaire les organigrammes déterminent les hiérarchies internes et une grande importance était accordée à la permanence du contrôle, la discipline et l'obéissance. Cette rigueur était indispensable afin de mettre en œuvre les plans avec exactitude pour bénéficier des économies d'échelle dans la production de masse et pour assurer un contrôle strict des prix sur le marché. Comme dans le fonctionnement de l'armée, la planification stratégique demandait une décision sur l'endroit où vous voulez aller, un suivi par un plan pour mobiliser les ressources et les troupes pour y arriver.

A l'ère mécanique totalement dépassée, la production était guidée par des objectifs préétablis et les ventes par des quotas déterminés à l'avance. Les innovations n'étaient pas introduites par petits progrès, mais par des sauts technologiques du fait de la rigidité de l'organisation. Au sommet de vastes bureaucraties occupaient le rectangle de l'organigramme, au milieu des cadres moyens et en bas les ouvriers.

L'enseignement, du primaire au supérieur en passant par le secondaire, n'était que le reflet de ce processus, les ordres étant transmis par la hiérarchie, les écoles et universités de grandes tailles pour favoriser également les économies d'échelle. Actuellement une nouvelle organisation est en train de s'opérer montrant les limites de l'ancienne organisation avec l'émergence d'une dynamique nouvelle des secteurs afin de s'adapter à la nouvelle configuration mondiale. Nous assistons au passage successif de l'organisation dite tayloriste marquée par une intégration poussée, à l'organisation divisionnelle, puis matricielle qui sont des organisations intermédiaires et enfin à l'organisation récente en réseaux où la firme concentre son management stratégique sur trois segments : la recherche développement (cœur de la valeur ajoutée), le marketing et la communication et sous traite l'ensemble des autres composants. Et ce avec des organisations de plus en plus oligopolistiques, quelques firmes contrôlant la production, la finance et la commercialisation tissant des réseaux comme une toile d'araignée.

Les firmes ne sont plus nationales, même celles dites petites et moyennes entreprises reliées par des réseaux de sous traitants aux grandes. Ainsi, les grandes firmes n'exportent plus seulement leurs produits mais leur méthode de marketing, leur savoir-faire sous formes d'usines, de points de vente et de publicité. Parallèlement à mesure de l'insertion dans la division internationale du travail, la manipulation de symboles dans les domaines juridiques et financiers s'accroît proportionnellement à cette production personnalisée. Indépendamment du classement officiel de l'emploi, la position compétitive réelle dans l'économie mondiale dépend de la fonction que l'on exerce. Au fur et à mesure que les coûts de transport baissent, les produits standards et de l'information qui les concernent, la marge de profit sur la production se rétrécit en raison de l'absence de barrières à l'entrée. En ce XXIème siècle, la production standardisée se dirige inéluctablement là où le travail, moins cher, le plus accessible et surtout bien formée. La qualification devient un facteur déterminant. L'éclatement des vieilles bureaucraties industrielles en réseaux mondiaux leur a fait perdre leur pouvoir de négociation expliquant également la crise de l'Etat providence ce qui explique que certains pays du Tiers Monde qui tirent la locomotive de l'économie mondiale se spécialisent de plus en plus dans ces segments nouveaux, préfigurant horizon 2020/2030 de profonds bouleversements géostratégiques dont un nouveau modèle de consommation énergétique reposant sur un MIX énergétique devant éviter l'erreur stratégique de l'actuel ministère de l'énergie algérien de raisonner sur un modèle de consommation libertaire. Il s'ensuivra inévitablement une recomposition du pouvoir économique mondial avec la percée de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de la Russie et de certains pays émergents. Les emplois dans la production courante tendent à disparaître comme les agents de maîtrise et d'encadrement impliquant une mobilité des travailleurs, la généralisation de l'emploi temporaire, et donc une flexibilité permanente du marché du travail avec des recyclages de formation permanents étant appelés à l'avenir à changer plusieurs fois d'emplois dans notre vie. Ainsi, apparaissent en force d'autres emplois dont la percée des producteurs de symboles dont la valeur conceptuelle est plus élevée par rapport à la valeur ajoutée tirée des économies d'échelle classiques, remettant en cause les anciennes théories et politiques économiques héritées de l'époque de l'ère mécanique. Avec la prédominance des services qui ont un caractère de plus en plus marchand contribuant à l'accroissement de la valeur ajoutée, la firme se transforme en réseau mondial, étant impossible de distinguer les individus concernés par leurs activités, qui deviennent un groupe diffus, répartis dans ce village mondial, dominé par des réseaux croisés consommateurs/producteurs, transformant le système d'organisation à tous les niveaux, politique, économique et social.

Les choix techniques d'aujourd'hui engagent la société sur le long terme. Les changements économiques survenus depuis quelques années dans le monde ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir. Pour des raisons de sécurité nationale, l'Algérie n'a pas d'autres choix que de réussir les réformes dont celle de la numérique et transition énergétique, qui seront douloureuses à court terme mais porteuses d'espoir à moyen et long terme pour les générations présentes et futures.

L'Algérie a besoin d'une autre vision évitant ces slogans dépassés que le moteur du développement quand le bâtiment va tout va ou les matières premières, les industries mécaniques classiques, dont celle des voitures en grande partie des montages de très faibles capacités, fortement capitalistiques où l'Algérie supporte tous les surcoûts avec la règle des 49/51% dont la révision s'impose. Sans une réorientation de la politique économique, se fondant sur la bonne gouvernance et la valorisation de la connaissance, l'Algérie risque de se retrouver dans une impasse horizon 2022/2024 avec le risque de l'épuisement des réserves de change. Donc il s'agit d'éviter la vision bureaucratique, de croire que l'élaboration de lois sont la seule solution alors que la solution durable est de s'attaquer au fonctionnement de la société avec des actions concrètes sur le terrain loin des discours et promesses utopiques.

Combien d'organisations et de codes d'investissement depuis l'indépendance politique sans impacts réels.

Tirons six leçons pour l'Algérie.

Premièrement, la politique industrielle doit tenir compte des engagements internationaux de l'Algérie et évaluer sans passion, les impacts des accords de libre échange avec l'Europe, avec le Monde arabe avec le continent Afrique, ainsi que les déséquilibres de la balance commerciale avec d'autres pays comme la Chine et la Russie , accords qui nécessitent des dégrèvements tarifaires progressifs ne pouvant pénétrer les marchés mondiaux où règne une concurrence acerbe qu'avec des entreprises publiques et privées performantes, innovantes sans compter l'assainissement des entreprises publiques qui ont coûté des centaines de milliards de dollars depuis 1970 avec des réévaluations incessantes du fait de la non maturation des projets et de la non maîtrise des coûts, avec 97/98% des exportations relevant des hydrocarbures y compris les dérivées.

Deuxièmement, la forte croissance peut revenir en Algérie. Mais elle suppose la conjugaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisés, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Ces réformes passent fondamentalement par une démocratie vivante, une stabilité des règles juridiques et l'équité, les politiques parleront de justice sociale.

La conduite d'ensemble de ces réformes ne peut ni être déléguée à tel ou tel ministre ni mise dans les mains de telle ou telle administration. Elle ne pourra être conduite que si, au plus haut niveau de l'État, une volonté politique forte les conduit et convainc les Algériens de leur importance d'où avec l'ère d'internet une communication active transparente permanente. Ensuite, chaque ministre devra recevoir une « feuille de route » personnelle complétant sa lettre de mission et reprenant l'ensemble des décisions qui relèvent de sa compétence.

Dr Abderrahmane Mebtoul, professeur des universités, expert international

(A suivre...)

Relizane

Une fille de 3 ans meurt écrasée par un camion

Une fille de 3 ans est morte sous les roues d'un camion d'un colporteur d'eau ce vendredi devant sa maison parentale, située à Sidi M'Hamed Benouda, rattachée à la daïra d'El Matmar, au Sud, à une trentaine de kilomètres de Relizane, chef-lieu de wilaya. Une cellule psychologique est mise en place pour ses parents et les témoins qui ont assisté à la scène.

La nouvelle est tombée telle une traînée de poudre et s'est vite fait le tour de la région et ses communes limitrophes. Le drame s'est déroulé à l'heure, aux alentours de 9h30 de ce vendredi. Devant sa maison une fille de 3 ans qui joue à côté du camion. Le camion, qui reprend sa route, la fauche. La fillette passe sous ses roues. Elle est décédée, rapportent des témoins présents sur place. Les secours font un massage cardiaque mais ils ne parviennent pas à sauver la jeune fille, malgré l'intervention des éléments avec un médecin à bord, et des pompiers arrivés très vite sur place. La petite défunte a été transférée vers la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de Relizane, chef-lieu de wilaya pour les soins d'une autopsie. Par ailleurs, l'on nous signale qu'une enquête d'usage a été tout de suite ouverte par la brigade de Gendarmerie nationale de Sidi M'Hamed Benaouda pour lever le voile sur ce drame.

N.Malik

Tension sur le lait en sachet à Relizane

Les citoyens dénoncent l'indisponibilité de ce produit de première nécessité

Le refus de nombreux commerçants de vendre le lait en sachet, car non rentable pour eux, pénalise les citoyens, dont l'érosion du pouvoir d'achat ne leur permet pas de s'offrir quotidiennement du lait vendu à plus de 25 DA, prix du lait subventionné par l'Etat.

Chaque jour que Dieu fait, on constate une énorme tension sur le lait en sachet dans une grande partie des quartiers de la ville de Relizane. D'autres pointent du doigt les livreurs qui, selon eux, privilégient des commerçants au détriment d'autres et n'assurent pas des livraisons conséquentes aux quartiers à forte densité de population.

Les responsables du secteur quant à eux pointent du doigt le citoyen à cause de sa surconsommation de lait.

Certains consommateurs en achète plus qu'il n'en faut, parfois le double et même le triple de la quantité de lait qu'il consomme habituellement au quotidien. Les citoyens sont dans l'obligation de soumettre aux files d'attente devant les commerces d'alimentation générale qui se forment avant même que le camion de livraison de lait ne fasse son apparition ou à défaut de recourir au lait en poudre.

C'est une image qui nous renvoie à une période qu'on croyait révolue à tout jamais, celle des années de grandes pénuries, dira une femme. Mais plusieurs gérants d'épiceries ont déclaré qu'il y a une forte perturbation dans la distribution du lait.

N.Malik

Sidi Bel-Abbès

La rentrée scolaire lancée

La rentrée scolaire 2022/2023 a été lancée officiellement ce mercredi 21 septembre 2022.

L'école Miloud Bida au douar de Chairia commune Sidi Yagoub daira de Sidi Lahcen, considéré comme zone d'ombre, a constitué la 1re escale de la délégation menée par le nouveau wali Chibani Samir en compagnie du directeur de l'éducation Kamal Ould Abbes et les autorités locales. L'école a été dotée de tablettes numériques et de conditions favorables à concurrencer les autres établissements de la ville « ce n'est plus une zone d'ombre, c'est une zone de lumière», a proféré le wali devant l'assistance.

Le wali a souhaité dans une allocution brève aux employés de l'école, aux professeurs et aux élèves une saison scolaire pleine de réussite, rappelant aux chérubins de doubler d'efforts pour réussir dans leurs études et prendre soin de l'établissement qui vient d'être inauguré en cette circonstance pour accomplir la mission de sortir le douar des zones d'ombres qui constituent un défi majeur de l'Etat.

L'évènement festif a compris deux autres escales ; le CEM Mokhtar Zazou Yagoub à Sidi Yagoub et le Centre psychopédagogique des enfants handicapés mentaux au chef-lieu dans wilaya au grand quartier de Sidi Djillali, où l'on a constaté de visu la volonté, l'état du lieu et les conditions acceptables pour prendre en charge cette frange fragile de la société. le wali a exprimé une grande satisfaction, tout en proposant sa disposition à être tout près et très attentif à toute doléance, ayant trait à améliorer les conditions dans cette école particulièrement exceptionnelle.

Sur le lieu, le wali en présence du directeur de l'éducation s'est permis de faire une lecture de certaines informations relatives aux réalisations du secteur. Il fait savoir qu'un nombre de 471 établissements seront à la disposition de 182.936 élèves, 40.000 vont bénéficier de la prime scolaire de 5.000,00 DA et 63.000 repas vont être distribués à travers 24 restaurants répartis sur toute la wilaya, rappelant dans ce volet que ces repas seront unifiés dans l'ensemble des restaurants et servis chauds contrairement aux années passées qui ont connu une certaine perturbation en raison du manque d'organisation.

Djillali Toumi

Mostaganem

L'Apoce poursuit ses campagnes de sensibilisation

L'objectif de cette opération aura pour but de sensibiliser également les commerçants sur les risques d'exposition à l'air et au soleil des produits consommables, en particulier les boissons gazeuses, les eaux minérales et les jus contenus dans des bouteilles en plastique et leur enseigner les mesures à prendre pour bien conserver leurs produits périssables, à l'exemple du lait, des fromages et de certaines conserves. En effet, l'Association de protection et d'orientation des consommateurs et de l'environnement (Apoce) de la wilaya de Mostaganem multiple ses campagnes de sensibilisation auprès des citoyens via les réseaux sociaux sous le slogan «Ne m'empoissonne pas !», les conseillant de ne pas acheter l'eau minérale et les boissons gazeuses exposées au soleil sans la moindre protection. Malheureusement, les consommateurs semblent ne pas attacher trop d'importance au danger de l'exposition des denrées alimentaires au soleil qui représente une véritable menace pour la santé. Même durant le transport de ces produits, aucune précaution n'est observée, alors que l'eau et les boissons doivent être transportées dans des véhicules équipés et répondant à des normes règlementaires. L'association explique qu'une fois exposée au soleil, l'eau change de goût et de couleur. En dépit des mises en garde répétitives des associations de protection des consommateurs contre les risques sur la santé des citoyens, des commerçants continuent toujours à exposer les bouteilles d'eau minérale et autres produits liquides de large consommation en plastique sous le soleil.

N.Malik

Ces Européens qui souhaitent la victoire de la Russie

L'Europe n'a pas la même opinion des Russes que ce que les médias occidentaux nous laissent croire.Un sondage récent en Slovaquie, réalisé par des journalistes locaux et des sociologues de l'Académie slovaque des sciences, a donné un résultat vraiment étonnant. Le sondage, intitulé « How are you, Slovakia ? » [en anglais dans le texte, NdT], a été mené auprès d'un large éventail de groupes, des femmes au foyer aux hommes politiques locaux. Les résultats « inattendus » ont révélé que plus de la moitié des personnes interrogées soutenaient le camp de la Russie dans le conflit en Ukraine, un cinquième d'entre elles souhaitant ouvertement la victoire de notre pays.

Comme le montrent tous les échantillons représentatifs qui sont périodiquement réalisés dans divers pays européens à une sauce ou à une autre (ce qui est nécessaire pour sonder l'opinion publique – surtout à la veille d'élections), la majorité des personnes interrogées sont effectivement favorables à une victoire russe dans cette opération spéciale. Et pas seulement en Slovaquie. En République tchèque, en Slovénie, en Grèce, en Bulgarie, en Allemagne et en Italie, la situation est sensiblement la même.

Ce qui est intéressant, c'est qu'à l'ère de l'internet, cette conclusion peut être tirée sans sondage. Il suffit de regarder quelques centaines de vidéos d'un pays européen sur YouTube. Il suffit de connaître un peu la langue. L'auteur de ces lignes a organisé une soirée de visionnage. Et par conséquent, il est arrivé exactement à la même conclusion que les sociologues slovaques.

Et non seulement ça. Il s'avère que l'attitude à l'égard de Poutine, de la Russie et des Russes est positive non seulement en Europe, mais pratiquement dans toute l'Amérique continentale – au nord comme au sud. C'est juste qu'en Slovaquie, du fait que la Russie est proche, que le pays est une destination touristique et que les Slovaques eux-mêmes sont ethniquement proches des Russes, la tendance est plus prononcée. Pour ceux qui ont commandé et payé le scrutin slovaque, il semble que le résultat soit contraire à ce qu'ils attendaient. Et maintenant les clients se demandent ce qu'il faut faire. Comme ils ne trouveront probablement aucune solution (et se contenteront de « suspendre » la situation), nous allons les aider.Donc, point par point.Il existe un certain nombre de raisons objectives à la « bonne attitude à l'égard des Russes » en Europe.

La première. L'Europe a connu l'épreuve du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale en son temps. Cela représente des dizaines de millions de cadavres, dont des Européens. Des gens ont été abattus, torturés, pendus, brûlés vifs dans des chambres à gaz. Des peuples entiers ont été accusés et soumis à l'extermination. En Europe (y compris en Slovaquie), personne n'a rien oublié. Et pas si loin de la Slovaquie se trouve le village de Lidice, dont les habitants ont été fusillés pour le meurtre du SS Reinhard Heydrich, qui militait pour la « solution finale à la question juive ». Les Européens qui réfléchissent ne se sont jamais trompés sur le fait que le fascisme renaîtrait tôt ou tard. Et qu'il reviendrait. Leurs leaders d'opinion – philosophes, écrivains, publicistes – en parlaient constamment. Le sujet du renouveau du fascisme est devenu un sujet de discussion particulièrement fréquent après la chute du mur de Berlin. Il est vrai qu'à l'époque, tout le monde pensait que cela se passerait en Allemagne, par vieux souvenir. Après l'effondrement du camp socialiste en Europe de l'Est, tous les analystes et pronostiqueurs pensaient que le néofascisme allait renaître quelque part en Europe de l'Est. Les pays de la CEI n'ont pas du tout été considérés dans cette optique en raison de leur effondrement. Cependant le fascisme a été relancé en Géorgie et dans les États baltes. C'est là que les marches aux flambeaux ont commencé à être ravivées et que la russophobie violente a rapidement gagné du terrain. Mais le potentiel des Géorgiens et des États baltes pour une guerre totale était trop faible. Les Géorgiens ont pu s'en convaincre en août 20081. Et puis les nouveaux architectes du fascisme ont parié sur l'Ukraine. De manière caractéristique, le nazisme en Ukraine a été encouragé par les Américains et les Britanniques insulaires, que l'ensemble de l'Europe continentale considérait, pour ne pas dire plus, avec une énorme suspicion et d'énormes préjugés. Mais le nazisme, par sa nature même, exige des sacrifices. Et comme victime, les « architectes du mal » ont à nouveau choisi la Russie. L'Ukraine a été choisie comme outil. Et le public européen, qui a une mémoire et une réflexion historiques, le comprend. Et c'est la seule raison pour laquelle ils ont a priori de la sympathie pour les Russes.

La première. L'Europe a connu l'épreuve du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale en son temps. Cela représente des dizaines de millions de cadavres, dont des Européens. Des gens ont été abattus, torturés, pendus, brûlés vifs dans des chambres à gaz. Des peuples entiers ont été accusés et soumis à l'extermination. En Europe (y compris en Slovaquie), personne n'a rien oublié. Et pas si loin de la Slovaquie se trouve le village de Lidice, dont les habitants ont été fusillés pour le meurtre du SS Reinhard Heydrich, qui militait pour la « solution finale à la question juive ».

Deuxièmement. Presque tous les Européens, contrairement aux Ukrainiens, ne se font aucune illusion sur leurs propres médias. Un « journaliste corrompu » pour l'Européen moyen est autant un cliché que la bière tchèque, la bière anglaise ou le whisky irlandais. Et quoi qu'ils écrivent dans leurs opus dénigrant la Russie et louant l'Ukraine, leurs panégyriques, feuilletons et pamphlets sont perçus par les Européens avec un certain scepticisme. Ils respectent beaucoup plus les rapports vidéo des journalistes indépendants qui ont été sur le champ de bataille. La partie ukrainienne n'autorise pas les journalistes à se rendre sur la ligne de front, qu'il s'agisse des leurs ou de personnes extérieures. Nous si. Mais seulement ceux qui ne viennent pas dans le but de faire des racontars sur un nouveau Boutcha. Malheureusement, ils ne sont pas si nombreux. Mais il y en a.

En France, il s'agit d'Adrien Boquet et d'Anne-Laure Bonnel. En Allemagne, la journaliste et blogueuse Aline Lipp et le publiciste Ulrich Heiden. En Angleterre, il s'agit de Graham Phillips. En Italie – Francesco Borgonovo, Mattia Sorbi, Eliseo Bertalasi. Mattia Sorbi s'est fait exploser sur une mine ukrainienne alors qu'il collectait des matériaux. Maintenant, il est à l'hôpital. Tous ces blogueurs indépendants ont une audience de plusieurs millions de personnes dans leur pays. Et la junte de Kiev apparaît extrêmement peu flatteuse dans ces rapports.

Troisièmement. Les vidéos de torture et d'exécution de prisonniers russes, que les forces armées ukrainiennes ont elles-mêmes publiées sur Internet, ont également contribué à faire tomber les masques du régime de Kiev. Une seule de ces vidéos suffirait à consterner l'opinion publique européenne face à la cruauté pathologique du régime de Kiev. Et des dizaines de ce genre de vidéos ont été postées, surtout dans les premiers jours de l'opération.

Quatrièmement. Il y a pas mal de pays en Europe dont l'une des principales sources de revenus est le tourisme – Grèce, Espagne, Italie, Bulgarie, Monténégro. Ces dernières années, des millions de touristes en provenance de Russie et d'Ukraine ont traversé ces pays. Les Européens ont eu l'occasion de comparer. Alors que les Russes, dans leur écrasante majorité, n'ont jamais été agressifs, les Ukrainiens étaient littéralement déchirés par la haine envers les Russes qui passaient leurs vacances avec eux dans les mêmes hôtels et prenaient le soleil sur les mêmes plages. Oui, c'est le résultat de l'idéologie nazie de la junte de Kiev. Mais les Européens des stations balnéaires ne se soucient pas de cette idéologie – ils s'intéressent au comportement humain. Et il était souvent tout simplement inadéquat. Cette opinion sur les ressortissants ukrainiens s'est encore aggravée après qu'un flot de réfugiés de « l'Ukraine unie » ait afflué en Europe. Ils se sont souvent comportés de manière encore plus inadéquate que les vacanciers. Et plus les Européens avaient une mauvaise opinion des Ukrainiens, plus ils en avaient une bonne (selon la loi des vases communicants) des Russes.

Cinquièmement. Des centaines de milliers de Russes vivent aujourd'hui dans tous les pays européens. Depuis le début des années 1990, il y a eu un afflux de migrants. Beaucoup ont reçu la citoyenneté et des permis de séjour. Ils se sont, en quelque sorte, naturalisés. La population locale n'a subi aucun préjudice (au contraire). Alors à quoi bon mettre en colère pour rien nos nouveaux voisins?

Et, enfin, le sixièmement. Les Européens ne se font aucune illusion sur leurs propres dirigeants, qui ont vendu la souveraineté de leur pays à l'Oncle Sam. Ils sont bien conscients que leurs dirigeants sont les marionnettes obéissantes de marionnettistes étrangers. Le journal français Charlie Hebdo produit des caricatures si venimeuses contre Macron et Zelensky qu'elles font dresser les cheveux sur la tête. Zelensky est montré dans chacune d'elles comme un chien frissonnant promené par l'Oncle Sam. Tandis que Poutine a l'air digne, même dans les caricatures. Car il n'est pas une marionnette. Et il ne fait pas commerce de la souveraineté de son pays. Il n'y a donc rien de surprenant dans les résultats du sondage slovaque. Le peuple comprend que la Russie en Ukraine se bat contre le retour du fascisme. Et, contrairement à ses dirigeants déconnectés, ils nous souhaitent logiquement la victoire.

Par Igor Moisseiev.

FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE COMIQUE À MÉDÉA

L'ÉVÉNEMENT EST DE RETOUR

Le festival national du théâtre comique de Médéa, évènement culturel très attendu par les amateurs du 4è art, fait son retour, après une éclipse de quatre années, dont deux ans en raison de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris auprès du commissariat du festival.
Cette 13e édition est dédiée à l'un des piliers du théâtre algérien, le regretté comédien Boumediène Sirat (1947-1995) qui a joué notamment dans les pièces «Litham», «Li Kla Ikhalles», «El Balaout», «El Algue», «El Khobza», «Hammam Rabbi», «Ledjouad», «Toufah» et «El Meïda», a précisé le commissaire du festival, Said Benzergua, dans une déclaration à l'APS.
L'édition 2022 du festival national du théâtre comique se tiendra du 7 au 11 décembre prochain à la maison de la culture «Hassan-El-Hassani», à Médéa, et verra la participation de sept troupes théâtrales qui vont tenter de décrocher la «grappe d'Or», la plus haute distinction du festival, a indiqué M. Benzergua.
La phase de sélection des pièces théâtrales qui seront projetées au public, s'étalera jusqu'au 17 novembre et la liste finale des pièces retenues pour la compétition sera annoncée trois jours après la clôture de l'opération de dépôt des œuvres proposées à la commission de lecture du festival, a-t-il précisé.
Outre la «grappe d'Or», qui prime la représentation théâtrale la plus complète, les participants seront également en compétition pour décrocher l'un ou plusieurs des sept autres prix attribués lors de ce festival, qui distinguent les meilleurs, mise en scène, texte, scénographie, création musicale, interprétation féminine et Masculine.
Le festival récompense également par le Prix du Jury, la pièce la plus appréciée par ce dernier, Ce pris vise à encourager la troupe lauréate, a fait savoir le commissaire du festival. La 13è édition du Festival national du théâtre comique sera également marquée par l'organisation, dans le cadre du programme hors compétition, de spectacles théâtrales et de monologues au niveau des résidences universitaires et des salles de spectacle situées dans certaines grandes agglomérations urbaines ou en plein air, a-t-il noté. Des ateliers de formation et d'initiation aux techniques d'interprétation et scénographie, seront organisés en marge du festival, au profit des troupes théâtrales locales, en sus de l'organisation de rencontres sur l'apport du théâtre comique au système éducatif, et de débats avec des comédiens connus pour parler de leur expérience, a-t-il conclu.

R.C.

Le sens du beau

Dans l'art de vivre et les arts en général

La beauté rend la vie plus supportable, surtout lorsque à côté, des hommes répandent la tristesse, la misère, tout ce qu'il y a de plus laid dans l'environnement. Aussi, chaque être humain est capable de créer ce qui plaît, sinon à recréer ce qui a été abîmé pour le rendre plus beau qu'il ne l'a été.

Le beau est partout, il est chez cet homme généreux qui considère que le bonheur est dans les cœurs et non dans les poches bien remplies d'argent. Qu'il est beau de voir cette scène de rue au cours de laquelle quelqu'un vient au secours d'une personne menacée par un agresseur. Donc le beau n'est pas dans le physique, on le trouve dans les actions, les arts, la manière de penser, les sentiments. On voit bien que le beau est multiforme et diversement apprécié.

Le beau dans l'art de vivre

On dit que la vie est éphémère pour mériter d'être gâchée. Il n'y a que les sages qui ont compris que vivre est avant tout un art. C'est un art ou un problème de gestion à bon escient du temps de chaque jour qui passe. Des exemples simples pour faire comprendre l'importance d'une bonne gestion du temps. On a quelqu'un qui durant les douze mois de l'année s'occupent exclusivement de son travail et de sa famille. Il accomplit son travail en faisant l'effort quotidien d'être parfait pour que sa hiérarchie n'ait rien à lui reprocher. Au bout de dix ans, vingt ans, trente ans, son expérience accrue le fait passer pour le meilleur dans son milieu professionnel. Et d'un autre côté, c'est sa vie familiale qu'il ne néglige pas par devoir envers les siens. Que c'est beau de voir un homme compétent dans son travail et qui n'oublie jamais des obligations familiales. La compassion et l'altruisme sont des indications de l'art de vivre. Partager la peine de ceux qui souffrent et penser à ceux qui ne mangent pas à leur faim sont des comportements humains qu'on désire voir susciter des imitations et ce, pour le bien de tout le monde. Et l'altruisme, qui est le contraire de l'égoïsme, est l'état de celui qui pense aux autres, les pauvres et les vrais pauvres habillés misérablement et qui ne mangent jamais à leur faim. Il leur donne généreusement de tout ce qu'il a : habits, nourriture, réconfort moral. Voilà un beau comportement qu'on souhaiterait voir se multiplier comme celui des compatissants capables d'accomplir de bonnes actions : venir en aide à ceux qui sont menacés de mort, aider un malade, secourir quiconque est dans le besoin. Quelquefois, des personnes autour de soi, n'ont besoin que de paroles de sympathie ou qu'on leur réponde lorsqu'ils ont besoin de parler. Ne pas trouver quelqu'un avec qui dialoguer est un enfer. Ce qui a fait dire un écrivain du 20ème siècle : l'enfer c'est le silence des autres.

Le beau dans les arts

On le trouve dans un film qui plait à tout le monde parce qu'il prend en charge des frustrations. Il peut apporter de la détente à un groupe social habitué à vivre sous tension. Il peut apporter de la détente à un groupe social habitué à vivre sous tension. Une tension prolongée peut provoquer la tension ou mal terrible dont souffrent actuellement beaucoup de gens. La détente est provoquée par le rire collectif. Ainsi les acteurs comiques procurent des moments de bonheur en faisant rire tout le monde. Quel énorme service ils rendent en procurant une vraie thérapie à tous ceux qui souffrent d'enfermement, source de tristesse ou d'angoisse néfaste pour la santé mentale.
Si une œuvre d'art est belle pour sa capacité à rendre heureux, d'autres n'en sont pas moins d'une grande utilité pour la société et probablement pour l'humanité. Celui qui écrit un best-seller, ne sait pas qu'il a écrit une œuvre d'art hors catégorie et classée dans la catégorie des chefs d'œuvres par tous ceux qui savent apprécier. Ces derniers découvrent en ce best-seller une écriture originale dont peuvent s'inspirer toutes les catégories qui apprennent à composer des récits ou des discours parce que convaincues qu'il y a un début à tout, et que chacun peut arriver à écrire de belles œuvres, après une longue période de persévérance. Par rapport à son contenu d'une richesse indiscutable, une œuvre d'art et reconnue comme telle par tout le monde, sert avant tout à élever le niveau de culture de chacun. C'est pourquoi, les pays avancés font de la lecture une activité de compréhension écrite d'importance primordiale pour tous et essentiellement pour les jeunes qui sont l'avenir du pays.
On peut multiplier les exemples à l'infini pour montrer qu'une œuvre peut avoir de multiples fonctions : servir de modèle, développer les qualités morales et intellectuelles, élever le niveau de culture. On peut prendre comme exemple une belle œuvre musicale capable de faire vibrer tout le monde : jeunes, vieux, normaux, et même anormaux, car ce qui est beau intéresse tout le monde. Quiconque ne réagit pas à une œuvre musicale, n'a pas l'oreille musicale, et n'est pas normal celui qui n'a pas l'oreille musicale. Et n'oublions pas d'évoquer l'aspect thérapeutique de la musique utilisée pour guérir certaines pathologies. Ainsi, la musicothérapie fait partie des autres thérapies jugées efficaces, comme l'ergothérapie, la luminothérapie issue des dernières découvertes.

Le cerveau et le sens de la beauté

Le cerveau siège des actes volontaires, d'après un livre « Le cerveau et le sens de la beauté » qui explique comment un être humain peut-il arriver à juger beau, un ouvrage ou un chef d'œuvre pour son utilité indéniable. Ce livre de neurobiologie » explique comment se crée cette sensibilité à tout ce qui est beau. En tous les cas, tout ce qui fait beau chez l'homme renvoie à l'idée de « bien », et tout se passe dans le cerveau qui intervient dans l'appréciation de la beauté dans la peinture et la musique, arts majeurs. Par le cerveau, nous reconnaissons que l'art est un processus de communication de langage. Il y a des transformations dans la rétine liée directement au cerveau qui reconnaît l'œuvre d'art qui se caractérise par sa singularité et le fait qu'elle véhicule un contenu.

L'artiste qui en est le producteur communique son émotion que les contemplateurs ou décrypteurs de l'œuvre partagent pleinement. Et pour qui sait interpréter une œuvre picturale, il y a un message important à déchiffrer. Il n'est pas donné à tout le monde de lire une œuvre artistique par ses formes, ses couleurs, ses éléments composants constituant un tout fondé sur une harmonie, une histoire, une culture de l'art. Il faut avoir la culture de l'art pour apprécier une œuvre, dire qu'elle est belle ou pas aussi belle que celle de l'autre. Comme en écriture, des artistes peuvent, soit par le hasard, ou un choix motivant, avoir à produire une œuvre artistique sur un même thème comme dans une compétition qui donne au public averti le soin d'apprécier. Il y a des différences évidentes entre plusieurs descriptions d'un coucher du soleil écrit, et plusieurs tableaux sont reproduits avec les couleurs, une variété de couleurs qui met en évidence des contrastes. Et lorsqu'on a une oreille musicale et une réelle sensibilité pour les sons musicaux, on peut se rendre compte que les œuvres musicales sont aussi contrastées que toute autre production artistique, produit d'un travail de longue haleine. Grâce au cerveau, nous faisons la différence entre les chants des oiseaux leur ramage, l'harmonie des couleurs et des sons dans une diversité d'ensembles. Mais la valeur d'une œuvre n'est pas déterminée par la forme, mais par le contenu.

Abed Boumediene

Fédérations sportives

Les médaillés olympiques et mondiaux intègrent la composante de l'AG

Les anciens athlètes médaillés lors des Jeux olympiques, paralympiques ou Championnats du monde, font partie désormais de la composante de l'assemblée générale (AG) de la Fédération sportive nationale, selon le décret exécutif n22-309 publié le 12 septembre 2022 au *Journal officiel* n°62.

Une juste récompense pour les champions algériens.

Modifiant et complétant le décret exécutif n14-330 du 27 novembre 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Fédérations sportives nationales ainsi que leur statut-type, ce décret signé par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, vient modifier la composante de l'assemblée générale de la Fédération sportive nationale.

A cet égard, l'AG est composée des anciens athlètes médaillés lors des Jeux olympiques ou Paralympiques ou Championnats du monde, selon leurs disciplines, un représentant des anciens athlètes médaillés olympiques ou paralympiques des sports collectifs, élu par ses pairs, dans la limite d'un athlète pour dix athlètes, un représentant des anciens athlètes médaillés lors des Championnats du monde des disciplines sportives non-olympiques reconnues par le comité international olympique, élu par ses pairs dans la limite d'un athlète pour dix athlètes. Elle est également composée des présidents élus ou des représentants dûment mandatés, des ligues sportives de wilayas légalement constituées, régulièrement affiliées à la fédération et justifiant d'une activité effective et permanente, telle que définie par le statut de chaque fédération, des présidents élus ou des représentants, élus dûment mandatés, des clubs sportifs légalement constitués, affiliés à la fédération et classés dans les dix à vingt premières places du championnat ou tout autre système de compétitions nationale pour les fédérations gérant des sports individuels. L'AG est composée des présidents élus ou des représentants élus, dûment mandatés, des clubs sportifs légalement constitués des divisions nationales affiliées à la fédération pour les fédérations gérant des sports collectifs, premier niveau, hommes et femmes, le président ou son représentant, dûment mandaté, de l'association nationale des entraîneurs, le président ou son représentant, dûment mandaté, de l'association nationale des arbitres et des juges, un représentant des enseignants universitaires chercheurs dans une discipline sportive, élu par ses pairs justifiant de compétences et qualifications en méthodologie d'entraînement sportif et/ou d'une activité effective et permanente au niveau des ligues sportives de wilaya ou clubs sportifs, telle que définie par le statut de chaque fédération. Sont également membres de l'AG, le président de la fédération en exercice, les membres élus du bureau fédéral en exercice, le secrétaire général, le trésorier, le directeur technique national, les présidents ou les représentants élus, dûment mandatés, des ligues sportives nationales et régionales légalement constituées, et régulièrement affiliées à la fédération justifiant d'une activité effective et permanente, telle que définie par le statut de chaque fédération, les représentants algériens en exercice régulièrement mandatés et élus au sein des organes exécutifs des instances sportives internationales. Les entraîneurs des équipes nationales élus par leurs pairs, dans la limite d'un entraîneur pour dix entraîneurs, les représentants des athlètes des équipes nationales séniors, élus par leurs pairs dans la limite d'un athlète pour dix athlètes, les représentantes des athlètes féminines des équipes nationales séniors, élues par leurs pairs dans la limite d'une athlète pour dix athlètes, le représentant du sport militaire, constitueront également l'AG. Participent aux travaux de l'assemblée générale avec voix consultative, les responsables des services administratifs et techniques permanents prévus dans les statuts et le responsable du contrôle médico-sportif. Lors de l'examen et du vote sur les bilans moral et financier de la fédération, le président de la fédération en exercice et les membres élus du bureau fédéral en exercice participent aux travaux de l'assemblée générale, avec voix consultative. Lors de l'assemblée générale élective de fin de mandat, le président et les membres du bureau fédéral sortant, sont éligibles et électeurs tout comme les anciens présidents de la fédération.

Chaque représentant élu doit avoir effectivement exercé, au moins, une année au sein du club sportif ou de la ligue respective, selon le cas et/ou avoir réalisé un projet de recherche scientifique dans le domaine de l'entraînement sportif, pour les enseignants universitaires chercheurs.

Par ailleurs, en cas de vacance du poste de président de la fédération nationale sportive élu au scrutin de liste, à cause d'une démission, suspension ou force majeure, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un nouveau président de la fédération nationale sportive est élu ainsi que les membres du bureau fédéral. Dans ce cas, le secrétaire général doit convoquer l'assemblée générale en session extraordinaire dans les quinze jours qui suivent pour constater la vacance pour l'un des motifs susvisés, afin d'élire les commissions chargées de préparer les élections parmi les membres de l'assemblée générale, en vue d'élire un nouveau président et de nouveaux membres du bureau fédéral, pour la durée restante du mandat dans les conditions fixées par les règlements en vigueur, et ce, après saisine du ministre chargé des sports.

Les fédérations sportives nationales sont tenues de mettre leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent décret, six mois, au plus tard, à compter de sa publication au Journal officiel.■

Ligue 1 (5e j)

Le CSC prend les commandes, l'ESS sombre

Le CS Constantine s'est emparé provisoirement de la tête du classement de Ligue 1 de football, malgré le nul concédé à domicile face au MC Oran (0-0), lors de la cinquième journée marquée par la lourde défaite essuyée par l'ES Sétif devant l'ASO Chlef (4-0) qui se hisse à la 3e position.

Le CSC qui restait sur une belle entame de saison ponctuée par quatre victoires de rang a été accroché à la surprise générale à domicile, par le MC Oran.

En dépit d'une domination territoriale, les hommes de Kheirreddine Madoui n'ont pas réussi à tromper la vigilance de l'excellent gardien Soufi.

En dépit de ce semi-échec, les Sanafirs prennent provisoirement la première place avec un point d'avance sur leur poursuivant direct l'USM Alger dont le derby contre le Paradou AC a été reporté à une date ultérieure en raison de la présence de sept joueurs usmistes en sélection nationale A'.

La Bonne opération de la journée a été réalisée par l'ASO Chlef qui a atomisé l'ES Sétif (4-0).

Une belle performance des hommes de Liamine Bouhgrara qui confirme la belle entame de saison des chélifiens, désormais 3es au classement en compagnie du CR Belouizdad, qui compte deux matchs en moins dont le derby contre le MC Alger, lequel a été reporté ce week-end à cause de la présence de plus de trois joueurs de part et d'autre en sélection A'.

La cinquième journée a été également marquée par la belle victoire du RC Arbaa contre l'US Biskra 2-0. Deux buts précoces inscrits par Taib (8'), Zaouche (10') ont permis aux locaux de renouer avec le succès et de remonter à la cinquième place du classement.

Dans le bas du classement, le promu l'USM Khenchela a attendu la cinquième journée pour signer son premier succès parmi l'élite en dominant le HB Chelghoum Laid (2-0). Une victoire salutaire qui lui permet de quitter la dernière place désormais occupée par son adversaire du jour avec un petit point avec la JS Kabylie qui a engrangé de son côté son premier point de la saison à la faveur du nul ramené de son long déplacement contre le MC El Bayadh (0-0).

Quelques jours après sa brillante qualification pour le deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF, la JSK sous la conduite de son nouvel entraineur Abdelkader Amrani a tenu en échec le nouveau promu qui restait sur deux succès sur sa pelouse.

De son côté, le NC Magra a profité de la réception de la JS Saoura qui vient de se séparer de son entraîneur tunisien Nassif Bayaoui, pour enregistrer sa première victoire de la saison grâce à une réalisation de H'mida.■

FOOTBALL

Championnat arabe de hand : MCA - Al-Salmiya (27-24)

Le MC Alger s'est imposé samedi face au club Koweitien Al-Salmiya sur le score 27-24 (mi-temps : 16-9), en match de classement (5e - 7e place) disputé à la salle d'El-Hammamet (Tunisie), dans le cadre du Championnat arabe de handball des clubs champions et vainqueurs de coupes.

C'est la première victoire du représentant algérien dans le tournoi après avoir concédé quatre défaites en autant de matchs. Trois revers ont été essuyés lors de la phase de poules face au Koweït SC (34-35), l'ES Tunis (22-30) et au Zamalek d'Egypte (26-31), avant de s'incliner lors des quarts de finale face à la formation tunisienne du Club Africain 27-32. Lors du prochain match de classement (5e -6e), les Algériens défieront Al Sharjah (Emirats arabe unis).

Le second représentant algérien engagé dans cette compétition la JSE Skikda, a déclaré forfait en raison de la crise financière qui secoue le club et qui a poussé plusieurs joueurs à changer d'air.

Pour rappel, le Championnat arabe de handball des clubs champions et vainqueurs de la Coupe, organisé du 17 au 27 septembre à Hammamet (Tunisie), est qualificatif au Super Globe (Arabie saoudite 2022).■

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Directeur financier :
Ouahid Kouba.
Composition **PAO** ***La Nouvelle République*** Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

L'équipe nationale algérienne jouerait-elle sa notoriété ?

Après la maigre victoire de l'Algérie sur la Guinée (1-0) qui apaise aussi le climat qui entoure la sélection depuis quelques jours avant cette rencontre, il fallut presque toute la rencontre pour voir les Fennecs afficher leur degré de motivation.

Belmadi doit remobiliser sa troupe. (Photo › D. R.)

Incisive et bien en jambes, la bande Belmadi a effectué un pressing incessant pour prendre le jeu à son compte, mais ce n'est pas aussi facile face à un adversaire très bien averti sur les intentions des Algériens.
Le silence des jambes des Fennecs provoque les experts qui se lancent dans des commentaires qui suscitent interrogations.
D'abord, il y a ce silence de l'instance nationale de football, censé réagir à ce qui se passe, pour éviter une escalade qui ferait mal à ce qui se construit, notamment depuis l'élimination de la CAN et de la Coupe du monde.

Remettre la connexion à son meilleur débit

Ceux qui veulent allumer la mèche entre le sélectionneur et les médias risquent d'approfondir la plaie si aucune intervention ne vient calmer les esprits. Ce vendredi, avant le match, c'est le public qui a joué le plus grand rôle et ce pour éviter un agrandissement du cratère entre les deux parties.
Le supporter a tout compris, et s'est vite empressé, à sa manière d'éviter une noyade des objectifs des Verts, ou pis encore, ajouter de l'huile au feu qui a gagné du terrain, ce qui empêcherait à l'équipe nationale de revenir à la surface et de remettre en marche la mécanique celle des gagnants.

Des comportements à bannir

Et comme si cela ne suffisait pas après l'altercation entre le supporter et Mahrez, ou encore entre un confrère et Slimani, voilà que celui-ci en inscrivant le but salvateur s'est dirigé vers les caméras pour prononcer : une expression en langue nationale qui signifie «Je suis le patron !» Et ce sont de pareilles réactions à chaud qui risquent de faire encore plus de mal que de bien à la relation entre joueur et presse. Faut-il juste rappeler pour ceux qui l'ignorent que la production journalistique est d'aider à décrire, analyser et critiquer toutes les informations diffusées par divers canaux. Ceci d'une part et d'autre part, il est plus intelligent d'avoir un regard compréhensif sur le métier de journaliste qui fait face lors des conférences de presse à un regard critique sur certaines pratiques journalistiques. Un confrère a relevé dans son analyse «car, si poser des questions est le métier des journalistes, y répondre ou ne pas y répondre avec respect est un art. Cette règle de bienséance, Djamel Belmadi et tous les entraîneurs formés à la bonne école la connaissent parfaitement d'autant plus que, tel cet arbitre si indispensable dans l'organisation d'un match, un reporter de presse est un 'pont' emprunté par tous les 'artistes' en quête de gloire. Peut-être bien qu'aujourd'hui Belmadi et Slimani n'ont plus besoin de ce 'pont'».

Chasser vite le doute qui étouffe

Une victoire c'est mieux qu'un nul ou une défaite sauf que la manière dont cette victoire a été réalisée n'a pas été du goût des Algériens «j'aurais aimé qu'ils démontrent leur engagement dès le coup de sifflet, ne fût-ce lors du dernier quart d'heure de la première minute, pour qu'ils puissent entamer la seconde partie du match, mais Belmadi, avec toutes les pressions qui pèsent sur lui, semble ne pas trop accorder d'importance à cette rencontre mais plutôt à ses joueurs, à sa nouvelle tactique de jeu.
Est-ce que le sélectionneur en a profité pour donner du temps de jeu à des joueurs peu capés ou des novices ?
Nous espérons que mardi, on ne sera pas soumis au même scénario, nous aurions souhaité qu'il démarre fort avec l'équipe que nous connaissons».
Mais retenons que Belmadi a des atouts qui peuvent lui permettre de ne pas paniquer, et surtout de ne pas perdre la confiance des supporters.

Ali Fergani : «Il faut vite une réelle reprise»

L'international Ali Fergani a bien voulu nous confier ses impressions : «C'est un match qui nous indique qu'il va falloir corriger beaucoup de choses. On a eu énormément d'occasions et une très bonne maîtrise, la preuve cette victoire qui est une excellente chose, on sait que ce n'est pas du tout facile de se relever après deux gros échecs qui pèsent sur le moral du sélectionneur et des joueurs.
La conséquence est visible, il y a ce manque de cohésion constaté sur le terrain, bien qu'il y eut de belles réalisations qui ont été faites, l'entrée de Delort est une excellente chose, Mandi aurait pu faire mieux, mais on le sentait fatigué… C'est certainement la conséquence du changement de club, il n'a pas le temps de jeu que requiert un tel joueur… J'ai apprécié Ounas égal à lui-même…
En seconde mi-temps avec l'entrée de Slimani, Mahrez, Amoura et Bellaili, la physionomie de la rencontre a changé, il y avait plus de dynamisme, de circulation de balle, d'engagement c'était meilleure que la première mi-temps, une autre manière de jouer et de vouloir s'installer dans le camps adverse et casser le son grillage défensif… Ce qui m'a déçu le plus c'est lorsque, Slimani, s'est dirigé, spontanément, vers les caméras pour prononcer : une expression en langue nationale qui signifie 'Je suis le patron !'

Sur un autre chapitre, je dirai pour ma part que le rappel de Delort est une bonne chose…

Reste maintenant que l'ambiance du match n'est pas celle que nous connaissons, je suis persuadé que ces matchs vont permettre au sélectionneur de tout revoir, et de tout remettre en ordre de marche afin de retrouver les champions d'Afrique, face au Nigeria.
En effet, il faudra néanmoins relancer la machine à gagner… sans plus attendre, c'est parce que c'est un autre match, avec une autre forme de travail qui sera très certainement différente. Reste à savoir si le coach réussira à laisser de côté son identité de gagneur pour poursuivre sa revue d'effectif et éprouver ses dispositifs tactiques, ou de concilier ces deux logiques».

H. Hichem

- La Chaîne L'Equipe : Multiplex, Ligue des Nations UEFA à 19h
- El Bilad TV : Ahki Ballon à 22h